

BURKINA FASO

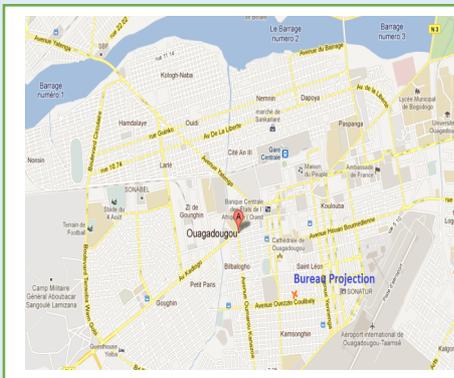
Lutte contre le terrorisme

Date : 22 MAI 2018

ANALYSE DEMOGRAPHIQUE

La ville de Ouagadougou/Burkina Faso :

- Ouagadougou est la capitale du Burkina Faso.
 - Population estimée à 2 532 311 hab. (Source : wikipedia 2015)
 - Densité 903 hab. /km²
 - Région : Centre
 - Province : Kadiogo
 - Département : Ouagadougou
 - Superficie : 280 500 ha = 2 805 km²
 - Langues les plus parlées : Français, Moré, Dioula, Fulfuldé
 - Le 22 Mai 2018 : Les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) du Burkina Faso ont déjoué une attaque terroriste en préparation à Ouagadougou. Cette opération a permis d'abattre 03 assaillants, de capturer 01 assaillant, 03 FDS ont été blessés, 01 FDS tué et 02 civils blessés.
 - En rappel, dans la matinée du 02 mars 2018, l'Etat-major général des armées et l'ambassade de France, ont fait l'objet d'attaques terroristes simultanées, ayant causé la mort de 08 éléments des FDS, 08 assaillants abattus et 85 blessés.
- Depuis le 16 janvier 2016, le Burkina Faso a connu plus de 80 attaques terroristes sur son territoire, particulièrement le long de sa frontière nord avec le Mali et le Niger.



PROFIL DE L'INCIDENT

Les Forces de Défense et de Sécurité (FDS) burkinabè ont déjoué une attaque terroriste en préparation dans la ville de Ouagadougou. L'opération a été menée par l'Unité Spéciale d'Intervention de la Gendarmerie Nationale (USIGN) dans la nuit du 21 au 22 mai 2018 dans le quartier Ragnongo (Arrondissement 11 de Ouagadougou) pour déloger des présumés terroristes. Le bilan officiel communiqué par le Ministère de la sécurité fait état de trois (03) assaillants abattus, un (01) assaillant capturé. Dans cette opération, les FDS ont enregistré quatre (04) blessés dans leurs rangs et un (01) gendarme qui a succombé à ses blessures. Les tirs ont également fait deux (02) blessés côté civils. On note que l'opération a permis de récupérer plusieurs armements composés de 02 fusils AK 47, 02 pistolets automatiques, 01 fusil mitrailleur PKMS, un (01) revolver, des explosifs, des cordons détonants et des détonateurs, 01 obus transformé, 01 grenade, des effets d'habillement militaire (tenue terre de l'armée Burkinabè et de l'armée française), des téléphones portables, de nombreuses puces de téléphone et un cahier avec des écritures en arabe.

Les quatre assaillants sont de nationalité burkinabè et malienne. Les Burkinabè OUEDRAOGO Youssouf et SAWADOGO Abdoulaye alias Abdallah ont été abattus, la troisième personne abattue, de nationalité malienne se nommerait SANDRA Malick, la personne interpellée, de

nationalité malienne s'est présentée sous le nom de CISSE Mohamed. L'enquête établit qu'ils projetaient une attaque dans la capitale, courant mois de juin 2018 contre des cibles importantes. Tous les assaillants appartiendraient au groupe terroriste Al Mourabitoun, un des groupes terroristes composant le Groupe de Soutien à l'Islam et aux Musulmans (Nusrat al-Islam Wal-Muslim).

La capitale du Burkina Faso a déjà été ces dernières années la cible de trois (03) attaques terroristes d'une grande ampleur visant des lieux fréquentés (restaurants) par les Occidentaux et des Burkinabè mais aussi des lieux hautement stratégiques comme l'Etat-major Général des Armées et l'Ambassade de la France au Burkina Faso, le 02 mars 2018. La menace déjouée le 22 mai 2018, aurait, selon les autorités burkinabè un lien avec l'attaque du 02 Mars 2018. Ce projet d'attaque intervient au moment où on observe l'intensification des différentes attaques dans les régions du Sahel, de l'Est, de la Boucle du Mouhoun et du Centre-Nord.

ANALYSE DES RISQUES :

Après l'attaque du 02 Mars 2018 dans la ville de Ouagadougou qui avait visé l'état-Major Général des armées et l'Ambassade de France, les services de renseignements de la gendarmerie, la police, l'armée et l'Agence nationale de renseignement (ANR) ont travaillé au coude à coude selon les autorités, pour démanteler les réseaux de présumés jihadistes ou terroristes, toute chose qui est une avancée majeure en termes de lutte contre le terrorisme.

L'opération du 22 mai, vient confirmer la présence dans le pays de cellules dormantes terroristes, ce qui nécessite donc plus de vigilance de la part des populations qui devraient également collaborer avec les Forces de Défense et de sécurité.

Cette opération survient dans un contexte national qui est marqué par l'escalade des attaques terroristes dans plusieurs régions du pays avec une concentration dans la région du sahel, frontalière du Mali qui connaît régulièrement des enlèvements et des attaques perpétrés par des groupes terroristes contre des représentations de l'Etat et ses agents, notamment des gendarmeries, commissariats de police, des écoles, des centres de santé etc. De même, au niveau régional, on note avec le président en exercice du conseil des ministres de la force G5-Sahel, à l'issue de la réunion ordinaire des ministres de la défense du G5 Sahel qui s'est tenue le 13 mai 2018 à Ouagadougou, que « la force G5 Sahel est prête pour aller sur le front et combattre le terrorisme ». Cette nouvelle donne en toute logique va susciter un regain d'activités des groupes terroristes dans les différentes capitales, d'où la nécessité de redoubler de vigilance.

Ces dernières semaines les Forces de Défense et de Sécurité ont engrangé d'importants résultats dans la lutte¹ contre le terrorisme.

¹ Des présumés terroristes ont en effet été délogés dans le village de Bakani, à une quinzaine de Km de Foutouri, une commune rurale située à près de 80 km de Gayeri et à une quinzaine de kms de la frontière nigérienne. Au cours de cette intervention, une importante quantité d'armes, de munitions, de portables, de tenues treillis et de livres saints a été saisie et au moins deux (02) présumés terroristes blessés. Une autre intervention menée le 19 avril 2018 dans la région du Sahel avait permis de mettre aux arrêts une vingtaine de présumés terroristes dont un chef de guerre « renommé » et leurs complices. La dernière opération coup de poing dénommée « Koudanlgou 2018 », menée conjointement du 15 au 18 mai 2018 par le Bénin, le Ghana, le Togo et le Burkina Faso a permis d'arrêter près de 202 personnes dont certaines soupçonnées de terrorisme. Cette opération qui a mobilisé 2 902 forces de défense et de sécurité, 167 véhicules légers, 128 motos et deux hélicoptères a également permis de saisir des explosifs et des produits de contrebande. Cependant, l'ONG de défense des

Mais les conséquences subit par le Burkina Faso sont énormes. Outre (entre autres) la décroissance économique évidente, l'Organisation des Nations Unies (ONU) estime que plus 23 000 Burkinabè se sont déplacés dans la région du Sahel et du Nord pour fuir l'insécurité et plus de 50% de ces personnes sont des enfants. De même, le système éducatif au niveau du sahel est menacé avec la fermeture de près 216 écoles.

MECANISME D'INTERVENTION :

- Une trentaine de personnes ont été interpellées pour les besoins de l'enquête ;
- Trois (03) assaillants ont été abattus ;
- Un (01) assaillant a été capturé ;
- Le procureur du Faso a été saisi ;

RECOMMANDATIONS :

- **Au niveau des populations :** Renforcer la vigilance et intégrer les questions sécuritaires dans les comportements quotidiens surtout lors des grands rassemblements, les lieux de cultes, les hôtels, les restaurants- bars, etc
- **Au niveau du Gouvernement et des populations :** Renforcer les initiatives de collaboration civilo-militaires,
- **Au niveau du Gouvernement :**
 - Doter les forces de défense et sécurité de moyens adéquats et œuvrer pour une synergie d'action entre les différents acteurs, notamment par l'implication des populations à la base dans la question de renseignement sur toute l'étendue du territoire ;
 - Renforcer la protection des sites stratégiques du pays (l'aéroport, les institutions, les sites de production et de distribution d'eau, d'électricité, etc)
 - Renforcer le contrôle sur les axes routiers sur toute l'étendue du territoire ;
- **Au niveau des pays de la sous-région :**
 - Œuvrer pour le renforcement de la collaboration entre les différentes Forces de défense et de Sécurité des Etats de la région ouest-africaine,
 - Doter la force G5- Sahel avec des moyens humains, financiers et logistiques conséquents,
 - Impliquer les organisations de la société dans la sensibilisation des populations pour une bonne collaboration avec les forces de l'ordre dans les pays du G5-Sahel mais également dans la prévention des conflits.

droits humains Human Rights Watch (HRW) dans son rapport rendu public le 21 mai 2018 accuse des terroristes et l'armée burkinabè, «de meurtres et d'abus» contre des civils, dans le conflit au Sahel.